Pour la première fois depuis longtemps, il paraît possible de gagner une bataille essentielle contre une loi de régression sociale qui constitue une attaque frontale des droits des salarié-e-s. De nombreux indices le montrent : la faiblesse d'un gouvernement sans majorité à l'Assemblée ni dans la population, le maintien d'un niveau de mobilisation qui, s'il n'est pas énorme, ne faiblit pas depuis trois mois, l'unité des principaux syndicats de lutte, la multiplication plus récente des actions locales de grèves et de blocages dans tout le pays, la recherche de formes nouvelles de convergences attirant au-delà des cercles militants.

La manifestation nationale du 14 juin à Paris et à Marseille, appelée par l'intersyndicale, est un moment important de cette lutte, témoignant de l'ampleur du mouvement et du développement du rapport de forces, témoignant aussi de la volonté d'unité dans l'action des salarié-e-s, des chômeurs et chômeuses, des travailleurs et travailleuses précaires, des retraité-e-s comme des étudiant-e-s, et de la joie à se retrouver ensemble pour contribuer à construire une autre société où les mots égalité et solidarité prendraient tout leur sens.

Les personnels de l'Éducation nationale auraient tort de négliger de s'investir dans ce mouvement : la déstructuration du Code du travail, si elle ne s'applique pas à eux directement, trouve néanmoins son correspondant exact dans les attaques contre les garanties statutaires et la gestion managériale des personnels, dans le recours de plus en plus massif à des contractuel-le-s au lieu de fonctionnaires, dans la mise en « autonomie », et donc en concurrence, des établissements : on en mesure déjà, depuis 2007, les effets délétères à l'université, le tour des lycées et collèges arrive à grands pas avec les programmes à la carte et les services des enseignants modulables par les conseils d'administration. Ensuite, les écoles…

Cependant, le véritable moment-clé ne sera pas le 14, mais le 15 : au soir de cette vraisemblablement énorme manifestation de rue, rien ne sera résolu encore, tout dépendra de notre capacité à ne pas céder au découragement, à organiser dès le lendemain de nouvelles actions encore plus massives et résolues, à convaincre les hésitant-e-s, à battre en brèche la propagande du gouvernement et des patrons. Le fait, notable, que l'intersyndicale nationale ait déjà programmé deux journées nationales de grèves et de manifestations les 23 et 28 juin est un signe encourageant en ce sens. A nous de faire en sorte que le « on lâche rien » ne soit pas qu'un slogan.

Alain